

**Agence canadienne
des médicaments et
des technologies de la santé**

États financiers
31 mars 2020



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (l'« organisme ») au 31 mars 2020 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
99, rue Bank, bureau 710, Ottawa (Ontario) Canada K1P 1E4
Tél. : +1 613 237-3702, Téléc. : +1 613 237-3963

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)

Le 17 juin 2020

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

État de la situation financière

Au 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 909 819	5 831 269
Placements (note 3)	1 725 326	1 686 710
Comptes débiteurs	1 115 158	559 515
Charges payées d'avance	965 168	735 575
	<u>8 715 471</u>	<u>8 813 069</u>
Placements à long terme (note 3)	1 095 000	1 090 000
Immobilisations (note 4)	3 407 870	629 327
	<u>13 218 341</u>	<u>10 532 396</u>
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 11)	4 270 993	2 979 619
Subventions à rembourser	589 050	39 556
Produits reportés	836 780	2 229 231
	<u>5 696 823</u>	<u>5 248 406</u>
Apports reportés liés aux immobilisations	1 887 511	632 948
Incitatifs à la location reportés	1 549 100	-
	<u>9 133 434</u>	<u>5 881 354</u>
Actif net		
Non affecté	100 000	100 000
Affecté à l'interne (note 10)	3 984 907	4 551 042
	<u>4 084 907</u>	<u>4 651 042</u>
	<u>13 218 341</u>	<u>10 532 396</u>

Engagements (note 7)

Approuvé par le conseil d'administration,



_____, administrateur



_____, administrateur

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

	Solde au début de l'exercice \$	Charges nettes de l'exercice \$	Virement depuis (vers) \$	Solde à la fin de l'exercice \$
Non affecté	100 000	(566 135)	566 135	100 000
Affecté à l'interne (note 10)	4 551 042	-	(566 135)	3 984 907
	<hr/>			
	4 651 042	(566 135)	-	4 084 907
	<hr/>			

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

État des résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

	<u>2020</u>		<u>2019</u>
	Prévu \$ (non audité)	Réel \$	Réel \$
Produits			
Subventions et produits des prestations de services (note 5)	29 681 314	28 937 653	27 006 047
Frais du secteur	5 263 000	5 396 409	4 927 078
Autres produits (note 6)	1 155 000	1 481 205	1 065 603
	<u>36 099 314</u>	<u>35 815 267</u>	<u>32 998 728</u>
Charges			
Salaires et avantages sociaux	23 345 156	24 389 156	22 118 409
Honoraires	5 378 700	4 354 800	4 101 805
Frais d'occupation	2 480 000	2 835 326	2 254 836
Installations, ordinateurs et fournitures de bureau	1 403 158	1 729 022	1 463 449
Frais de déplacement	1 431 600	1 432 035	1 228 728
Autres	2 060 700	1 641 063	1 769 200
	<u>36 099 314</u>	<u>36 381 402</u>	<u>32 936 427</u>
Produits (charges) nets de l'exercice	-	(566 135)	62 301

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
Trésorerie liée aux		
Activités de fonctionnement		
Produits (charges) nets de l'exercice	(566 135)	62 301
Éléments hors trésorerie		
Amortissement des immobilisations et incitatifs à la location	383 395	421 460
Amortissement des apports reportés liés aux immobilisations	(358 275)	(349 716)
Amortissement des incitatifs à la location	-	(84 675)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	100 360	28 825
Charges payées d'avance	(229 593)	(127 892)
Comptes créditeurs et charges à payer	1 100 469	649 649
Subventions à rembourser	549 494	-
Produits reportés	(1 201 546)	619 408
	<u>(221 831)</u>	<u>1 219 360</u>
Activités d'investissement		
Achat de placements	(560 786)	(673 826)
Produits tirés des placements	517 170	627 065
Achat d'immobilisations	(3 161 938)	(225 037)
	<u>(3 205 554)</u>	<u>(271 798)</u>
Activités de financement		
Apports reçus du propriétaire pour l'achat d'immobilisations	893 097	-
Apports reçus pour l'achat d'immobilisations	1 612 838	225 037
	<u>2 505 935</u>	<u>225 037</u>
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(921 450)	1 172 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>5 831 269</u>	<u>4 658 670</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>4 909 819</u>	<u>5 831 269</u>
Complément d'information hors trésorerie		
Incitatifs à la location	1 549 100	-
Incitatifs à la location inclus dans les comptes débiteurs	(656,003)	-

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

1 Objectif de l'organisme

L'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (l'« ACMTS » ou l'« organisme ») est un organisme sans but lucratif indépendant, chargé de fournir aux décideurs en matière de soins de santé au Canada des preuves objectives pour les aider à prendre des décisions éclairées sur l'efficacité clinique et le rapport coût-efficacité des médicaments, des appareils médicaux, des tests diagnostiques, des interventions cliniques ainsi que des programmes de services de santé. Pour ce faire, l'ACMTS agit à titre d'important fournisseur de données, d'avis et de recommandations scientifiques crédibles ainsi que d'outils permettant l'utilisation appropriée des technologies de la santé. L'ACMTS joue également un rôle clé de collaborateur, responsable et fournisseur de preuves scientifiques provenant d'autres sources au Canada et à l'étranger.

L'ACMTS a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. À titre d'organisme sans but lucratif, l'ACMTS est exonérée d'impôts sur les bénéfices.

2 Sommaire des principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Les principales méthodes comptables de l'organisme sont les suivantes :

Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit formuler des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre de l'actif et du passif et sur la présentation d'information sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur le montant des produits et des charges présentés pour les périodes de présentation de l'information financière. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants détenus dans des comptes du marché monétaire sont considérés comme des équivalents de trésorerie puisqu'ils constituent des placements à court terme hautement liquides dont le risque de variation de la valeur est faible.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût amorti. Les produits d'intérêts sont inscrits dans les autres produits à l'état des résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont initialement comptabilisées au coût. L'amortissement se fonde sur la durée de vie utile estimative des immobilisations et est calculé selon la méthode linéaire et les taux annuels suivants :

Matériel informatique	33 %
Mobilier et matériel	20 %
Bibliothèque	20 %
Logiciels	de 20 % à 50 %

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Notes annexes

31 mars 2020

Un taux correspondant à la moitié des taux indiqués ci-dessus est appliqué pour l'année de l'acquisition.

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle du bail.

Subventions à rembourser

Le montant des subventions à rembourser peut changer à la suite du résultat définitif de l'examen des bailleurs de fonds. Si des ajustements sont demandés, ceux-ci seront constatés pour l'exercice au cours duquel ils ont été identifiés.

Incitatifs à la location

Les incitatifs à la location reçus à la signature ou au renouvellement d'un bail sont différés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Comptabilisation des produits

L'organisme suit la méthode du report pour la comptabilisation des produits. Les subventions affectées sont comptabilisées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions affectées aux achats d'immobilisations sont reportées et comptabilisées à titre de produits en fonction du taux d'amortissement des immobilisations connexes. Les subventions non affectées sont comptabilisées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, que leur montant peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les frais du secteur sont comptabilisés lorsque le service est fourni sur la durée du contrat, selon la méthode linéaire. Les montants facturés ou reçus conformément aux contrats conclus avec des clients, mais qui ne répondent pas encore aux critères de constatation des produits, sont comptabilisés dans les produits différés.

3 Placements

Placements à court terme

	2020	2019
	\$	\$
Certificats de placement garanti	1 360 589	1 365 011
Obligations d'État	221 290	246 242
Compte d'épargne	143 447	75 457
	<hr/>	<hr/>
	1 725 326	1 686 710
	<hr/>	<hr/>

Les certificats de placement garanti portent intérêt à des taux fixes s'échelonnant de 1,8 % à 2,8 % et viennent à échéance entre 2020 et 2024 (de 1,8 % à 2,8 % (échéance entre 2019 et 2023) en 2019).

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Notes annexes

31 mars 2020

Les obligations d'État portent intérêt à un taux fixe de 4,5 % et viennent à échéance en 2020 (de 4,1 % à 4,4 % (échéance en 2019) en 2019).

Placements à long terme

	2020 \$	2019 \$
Obligations d'État	1 095 000	1 090 000

Les obligations d'État portent intérêt à des taux fixes s'échelonnant de 1,55 % à 4,25 % et viennent à échéance entre 2021 et 2024 (de 3,1 % à 4,5 % (échéance entre 2020 et 2024) en 2019).

4 Immobilisations

	2020		2019	
	Coût \$	Amortis- sement cumulé \$	Montant net \$	Montant net \$
Matériel informatique	2 000 494	1 753 415	247 079	287 624
Mobilier et matériel	2 051 004	1 633 038	417 966	116 779
Bibliothèque	660 062	569 444	90 618	137 412
Logiciels	749 901	712 240	37 661	6 389
Améliorations locatives	2 010 546	141 720	1 868 826	81 123
Immobilisations en cours de développement	745 720	-	745 720	-
	8 217 727	4 809 857	3 407 870	629 327

Au 31 mars 2019, le coût et l'amortissement cumulé s'élevaient respectivement à 6 375 396 \$ et à 5 746 069 \$.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Notes annexes

31 mars 2020

5 Subventions et produits des prestations de services

				2020	2019
	Évaluation des technologies de la santé / Utilisation optimale	Programme commun d'évaluation des médicaments	Programme pancanadien d'évaluation des médicaments oncologiques	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Alberta	342 804	460 750	328 833	1 132 387	1 132 386
Colombie-Britannique	468 284	615 880	328 833	1 412 997	1 412 997
Manitoba	140 140	172 921	328 833	641 894	641 894
Nouveau-Brunswick	95 727	113 842	93 718	303 287	303 287
Terre-Neuve-et-Labrador	69 854	80 265	77 276	227 395	227 395
Territoires du Nord-Ouest	4 813	6 151	-	10 964	10 964
Nouvelle-Écosse	118 149	141 748	106 871	366 768	366 769
Nunavut	2 517	4 241	-	6 758	6 758
Ontario	350 000	1 785 496	328 833	2 464 329	2 464 329
Île-du-Prince-Édouard	18 542	20 826	50 969	90 337	90 337
Saskatchewan	125 479	152 740	328 833	607 052	607 052
Yukon	3 881	4 496	-	8 377	8 377
Gouvernement fédéral	21 090 252	1 639 684	328 833	23 058 769	20 058 769
	<u>22 830 442</u>	<u>5 199 040</u>	<u>2 301 832</u>	30 331 314	27 331 314
Moins les apports reçus pour l'achat d'immobilisations				(1 612 838)	(225 037)
Plus l'amortissement des apports reportés liés aux immobilisations				358 274	349 723
Financement de Santé Canada (différé) comptabilisé				449 953	(449 953)
Subventions à rembourser				(589 050)	-
Plus les fonds additionnels provinciaux ou territoriaux de 2 %				41 596	41 596
Moins les fonds additionnels reportés provinciaux ou territoriaux				(41 596)	(41 596)
				<u>28 937 653</u>	<u>27 006 047</u>

6 Autres produits

	2020	2019
	\$	\$
Produit de symposiums	710 095	678 558
Autres produits	576 919	209 929
Produit d'intérêts	194 191	177 116
	<u>1 481 205</u>	<u>1 065 603</u>

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Notes annexes

31 mars 2020

6 Engagements

Aux termes de contrats de location-exploitation visant ses locaux, ses ordinateurs et les services professionnels, l'organisme est tenu d'effectuer les paiements minimaux suivants :

	\$
Exercices se terminant les 31 mars 2021	3 234 859
2022	2 626 437
2023	2 556 558
2024	2 618 791
2025	2 199 035
Par la suite	21 825 452

7 Autres activités

L'organisme a le mandat de recueillir des produits pour le programme relatif à la technologie des soins médicaux de l'Association canadienne de normalisation. Les produits et les charges correspondants de 408 062 \$ ne sont pas comptabilisés dans les présents états financiers.

8 Avantages sociaux

L'organisme participe à un régime interentreprises à prestations déterminées qui verse des prestations de retraite administrées par le régime intitulé *Hospitals of Ontario Pension Plan* (« HOOPP »). Pour le régime HOOPP, l'organisme a appliqué la comptabilité des régimes à cotisations déterminées, car les informations qui permettent d'appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées sont insuffisantes. Les plus récents résultats financiers indiquent qu'au 31 décembre 2017, le régime HOOPP était entièrement capitalisé et affichait un excédent de 13 G\$. Les écarts entre les estimations actuarielles quant à la capitalisation du régime et les résultats réels peuvent être significatifs et ces écarts sont habituellement capitalisés par les participants. Les informations dont dispose l'organisme sont insuffisantes pour déterminer sa part des actifs et des passifs de retraite.

Les salaires et avantages sociaux de l'exercice comprennent un montant de 1 934 004 \$ (1 736 669 \$ en 2019) qui représente les cotisations que l'organisme est tenu de verser au régime pour l'exercice écoulé.

7 Actif net affecté à l'interne

Le conseil d'administration de l'organisme a établi une politique sur les réserves qui prévoit l'affectation d'une partie de l'actif net. Les soldes affectés font l'objet d'un examen et sont ajustés chaque année par le conseil d'administration. Une partie de l'actif net a été affectée à l'interne pour éventualités juridiques d'au plus 1 million de dollars et pour couvrir les dépenses d'exploitation éventuelles pour une période maximale de six mois.

8 Sommes à remettre à l'État

Les sommes à remettre à l'État (taxes de vente) s'élèvent à néant (néant en 2019) et sont comptabilisées dans les comptes créditeurs et charges à payer.

9 Instruments financiers

Par ses instruments financiers, l'organisme est exposé à plusieurs risques. L'analyse suivante présente les risques auxquels l'organisme est exposé et les concentrations du risque. L'organisme n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour gérer ses risques.

Risque de placement

Les placements dans les instruments financiers exposent l'organisme aux risques de placement. Le risque de taux d'intérêt est le risque qui découle des fluctuations des taux d'intérêt et de leur volatilité. L'exposition de l'organisme au risque de taux d'intérêt découle des placements décrits à la note 3.

Concentration du risque

Il existe une concentration du risque lorsqu'une part importante du portefeuille est investie dans des titres assortis de caractéristiques semblables ou assujettis à des conditions économiques, politiques ou autres qui sont semblables. Les placements de l'organisme sont décrits à la note 3.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

62 % des produits provenaient d'un membre (61 % provenaient d'un membre en 2019).

10 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour être conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice considéré.

11 Événement postérieur à la date de clôture

L'organisme évalue actuellement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur ses activités. Il ne s'attend pas à d'importantes interruptions de son fonctionnement. N'ayant jamais été confronté à un événement de cette ampleur, l'organisme peut difficilement prédire la durée ou l'étendue de cette interruption sur ses activités.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Annexe sur les opérations par programme

(non audité)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

	Évaluation des technologies de la santé \$	Utilisation optimale \$	Programme commun d'évaluation des médicaments \$	Programme pancanadien d'évaluation des médicaments oncologiques \$	Services généraux et évaluation \$	Autres Services \$	Total \$
Produits							
Subventions et produits des prestations de services	14 215 253	7 359 813	5 591 571	2 475 627	(804 610)	99 999	28 937 653
Frais du secteur	-	-	2 665 595	1 968 315	-	762 499	5 396 409
Autres	601 787	355 047	-	-	418 621	105 750	1 481 205
	<u>14 817 040</u>	<u>7 714 860</u>	<u>8 257 166</u>	<u>4 443 942</u>	<u>(385 989)</u>	<u>968 248</u>	<u>35 815 267</u>
Charges							
Salaires et avantages sociaux	8 536 524	3 395 171	4 760 229	2 748 136	4 437 327	511 769	24 389 156
Honoraires	986 804	790 299	842 312	1 050 789	590 929	93 667	4 354 800
Assurance	40 357	17 890	22 739	10 100	13 094	1 290	105 470
Frais d'occupation	1 086 539	517 044	587 605	290 707	321 235	32 196	2 835 326
Communications et publications	121 973	62 151	110 626	29 665	28 464	1 626	354 505
Bibliothèque	114 633	114 619	57 517	4 280	-	-	291 049
Frais d'adhésion et perfectionnement professionnel	117 810	88 910	65 343	12 731	72 597	5 656	363 047
Installations, ordinateurs et fournitures de bureau	701 268	445 526	316 942	149 638	74 745	40 903	1 729 022
Frais de déplacement	285 978	348 572	276 621	197 990	270 455	52 419	1 432 035
Recrutement	52 629	23 379	28 867	4 298	17 512	1 655	128 340
Divers	-	-	-	-	15 258	-	15 258
Amortissement	137 736	60 543	81 976	58 258	40 520	4 361	383 394
Soutien général	2 730 960	1 620 343	1 140 492	553 624	(6 268 125)	222 706	-
	<u>14 913 211</u>	<u>7 484 447</u>	<u>8 291 269</u>	<u>5 110 216</u>	<u>(385 989)</u>	<u>968 248</u>	<u>36 381 402</u>
Produits (charges) nets pour l'exercice	<u>(96 171)</u>	<u>230 413</u>	<u>(34 103)</u>	<u>(666 274)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(566 135)</u>